

Les carnets de commandes de plus en plus remplis

■ **Entreprises, banquiers, analystes et assureurs-crédit ressentent une reprise de l'activité et une hausse des commandes reçues.**

■ **Le regain de dynamisme est expliqué par l'accélération des paiements de l'Administration et l'assainissement du marché.**

■ **Les nouveaux métiers exportateurs, le retail et les services profitent de la reprise, le BTP, l'électrique-électronique et le textile continuent de voguer dans le marasme.**



pour le paiement. Mais ce n'est plus plat», confie un membre de la fédération Transport affiliée à la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM). Abondant dans le même sens, Ettayeb Mohammed, directeur général de la Fédération du commerce et services, également membre de la confédération patronale, parle d'une relance, quoique fragile, dans les services. Pour un banquier, l'on ressent un regain de forme de l'économie dans le volume des transactions et une accélération des règlements reçus par les entreprises dont l'effort est de plus en plus concentré sur le recouvrement. «Plusieurs clients nous confient au quotidien qu'ils refusent carrément de prendre des commandes, ce qui veut dire que le flux d'affaires est bien là», affirme-t-il.

D'après Euler Hermès Acmar, dont la base de données peut refléter le comportement de la commande privée, le dynamisme est bien visible.

DANS LA PLUS RÉCENTE ENQUÊTE, LES ANALYSTES DE LA BANQUE CENTRALE SOULIGNENT QUE LES COMMANDES REÇUES EN AVRIL PAR LES INDUSTRIELS, TOUS SECTEURS CONFONDUS, SE SERAIENT GLOBALEMENT ACCRUES, BIEN QUE LES CARNETS DE COMMANDES SOIENT RESTÉS À UN NIVEAU INFÉRIEUR À LA NORMALE POUR L'ENSEMBLE DES BRANCHES

A fin mai, les couvertures octroyées par l'assureur-crédit, qui contrôle 85% du marché, ont marqué un bond de 13%.

«Cette hausse des engagements est générée par une montée des commandes des clients existants déjà dans notre portefeuille, sachant que les nouveaux assurés, dont le nombre a augmenté de 7%, ne participent qu'accessoirement à cette amélioration», informe Hicham Bensaid Alaoui, directeur engagements et réclamations chez Euler Hermès Acmar. Autrement dit, les couvertures accordées par la compagnie concernent des clients qui veulent assurer des marchés supplémentaires.

Le taux d'utilisation des capacités de production est remonté de 5 points, à 71%

Si elle ne peut être mesurée empiriquement à travers un agrégat, la reprise de la commande privée est néanmoins confirmée par les enquêtes mensuelles de conjoncture de Bank Al-Maghrib. Depuis février, le solde d'opinions montrant une amélioration des commandes reçues, et plus généralement de la conjoncture,

dépasse de loin celui qui reflète une dégradation. Dans la plus récente enquête, les analystes de la Banque centrale soulignent que les commandes reçues en avril par les industriels, tous secteurs confondus, se seraient globalement accrues, bien que les carnets de commandes soient restés à un niveau inférieur à la normale pour l'ensemble des branches. Le pourcentage des entreprises qui indiquent une hausse de leurs commandes est supérieur de 24% à celui des opérateurs qui évoquent une baisse. Les autres paramètres cités dans l'enquête corroborent le ressenti de la communauté des affaires. Le taux d'utilisation des capacités de production est remonté de 5 points, à 71%, et les ventes sont en hausse dans plusieurs filières.

Sur un registre macroéconomique, la hausse de l'inflation de 1,6% en glissement annuel traduit clairement la reprise progressive de l'activité économique relevée par plusieurs experts et analystes dans leur commentaire de la conjoncture.

Deux raisons majeures sont avancées pour expliquer ce regain de dynamisme. D'une part, l'accélération des paiements de l'Administration au profit de ses prestataires. Celle-ci ayant repris la main dans un contexte moins tendu pour les finances publiques. Ce qui se répercute sur les paiements inter-entreprises et relance, le cas échéant, des commandes mises en stand-by à défaut de liquidités. Sachant que l'ensemble des opérateurs, comme le relèvent les banquiers, négocient aujourd'hui en premier lieu le mode de paiement avant d'en arriver aux prix. «En 2014, beaucoup d'entreprises ont fini par lever le pied à cause des retards de paiement, sachant que les taux débiteurs des facilités de caisse, facturés par les banques 7 à 12%, neutralisent leurs marges», souligne M. Bensaid.

D'autre part, la relance

émane de l'assainissement du marché favorisé par la crise. Passés les temps difficiles, il n'y a que les acteurs munis d'une expertise solide, intéressés et prêts à injecter des fonds dans leurs structures qui survivent. Les spéculateurs finissent par disparaître ou sont en voie de l'être. «*Ils ont tiré la commande privée vers le bas parce qu'ils ne savent pas acheter, et encore moins vendre*», souligne un opérateur.

Un plus grand nombre d'entreprises profite des marchés publics

Cela dit, à en croire des responsables de fédérations professionnelles sondées, ce vent de dynamisme ne souffle pas sur tous les secteurs de la même manière. En effet, ce sont en premier lieu les opérateurs dont les commandes sont arriérées aux nouveaux secteurs exportateurs qui voient leur activité reprendre. «*C'est le cas des entreprises exerçant avec les opérateurs de l'offshoring, l'automobile et l'aéronautique*», relève le responsable d'Acmar. Deuxième sur la liste, le secteur du retail -qui profite de la consommation des ménages- est aussi particulièrement dynamique sur ce deuxième trimestre au même titre que plusieurs autres activités de particulier à particulier (paiement en cash). Ces dernières profitent d'une amélioration relative du pouvoir d'achat et d'une confiance légèrement retrouvée. Idem pour l'agroalimentaire dont l'activité s'améliore nettement, comme le confirme un membre de la Fénagri.

Les services affichent aussi bonne mine. Qu'il s'agisse des télécoms, call center, consulting, formation, gardiennage ou sécurité, les commandes sont en hausse. «*En général, les entreprises commencent à prendre conscience de l'importance de ces prestations dans leur performance*», explique le directeur de la Fédération du commerce et des services affiliée à la CGEM. Il souligne qu'en dépit de sa restriction, la commande publique profite aujourd'hui à un nombre nettement supérieur d'opérateurs. «*Auparavant, les marchés profitaient à quelques dizaines d'entreprises, aujourd'hui nous sommes plus de 5 000 prestataires de fournitures, services, études et travaux à bénéficier de la commande publique. Et quand cette dernière va bien, la commande privée s'en ressent positivement*», explique-t-il.

Le textile évolue à deux vitesses

Mais si cette relance est bien visible dans des secteurs, d'autres pans de l'économie continuent de voguer dans le marasme. Le secteur du BTP vient en tête. La commande privée a plongé sur fond de difficultés financières de grands promoteurs immobiliers. De même, l'Etat a réduit la voilure de ses investissements. «*En dehors du port de Safi, de quelques tronçons d'autoroutes et de quelques barrages, les grands projets sont limités*», fait remarquer un opérateur. L'Etat ne peut pas garder à l'infini son volontarisme en termes d'inves-

tissement, c'est au privé justement de prendre le relais.

En attendant, le secteur de l'électricité et l'électronique s'enfoncent dans la léthargie. «*Nous ne voyons aucune amélioration pour le moment, sachant que le secteur travaille à 90% sur de la commande publique, le reste étant apporté par l'immobilier, présentement en difficulté*», rapporte Youssef Tagmouti, président de la Fédération nationale de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables (Fenelec). Pour sa part, M. Bensaïd estime que la reprise peine à se faire voir en général dans les secteurs où les opérateurs

n'ont pas d'expertise métier avérée et d'avantages concurrentiels décisifs.

Le textile n'est pas mieux loti. Le secteur évolue à deux vitesses. «*Alors que les exportations affichent un regain de dynamisme, sur le marché local, les opérateurs sont plus que jamais mis à rude épreuve par la concurrence de l'informel*», clame El Mustapha Sajid, président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith). Il estime que le secteur ne se relèvera pas facilement si ce phénomène très nuisible n'est pas traité d'urgence.

De leur côté, les professionnels des matériaux de construction continuent

de prendre leur mal en patience. Avec les chantiers de l'Etat qui tardent à être engagés et les difficultés dans l'immobilier, la conjoncture reste très tendue. «*Aujourd'hui, l'offre est pléthorique en face d'une demande qui ne cesse de rétrécir*», explique David Toledano, président de la Fédération des industries des matériaux de construction (FMC) qui déplore le manque de visibilité totale dans le secteur. Toutefois, les professionnels nourrissent des espoirs de reprise avec l'arrivée des MRE, très attendus pour soulager les promoteurs cet été ■

NAOUFEL DARIF